

01-04-08

Gandrange : Sarkozy au pied du mur



Elus, syndicats, collectivités locales et industriels ont appelé hier Nicolas Sarkozy à tenir sa « promesse » de maintenir en activité l'aciérie de Gandrange dont ArcelorMittal, qui ne veut toujours pas vendre, doit confirmer vendredi la fermeture partielle. Le groupe sidérurgique brésilien Gerdau, dont le vice-président a été reçu à Bercy, n'a « présenté à ce jour aucune offre de reprise » selon la ministre de l'Economie Christine Lagarde.

EN « RÉGION »

Photo Pascal BROCARD

Alain Grenaut : « Gandrange n'intéresse pas Bercy »

Alain Grenaut, ancien directeur de l'usine de Gandrange, a accompagné au ministère de l'Economie, Paolo Fernando Vasconcellos, directeur général du groupe Gerdau, un moment intéressé par le site. Il est formel : Bercy se désintéresse de l'aciérie mosellane.

Comment s'est déroulée l'entrevue entre le directeur général de Gerdau et les fonctionnaires de Bercy ?

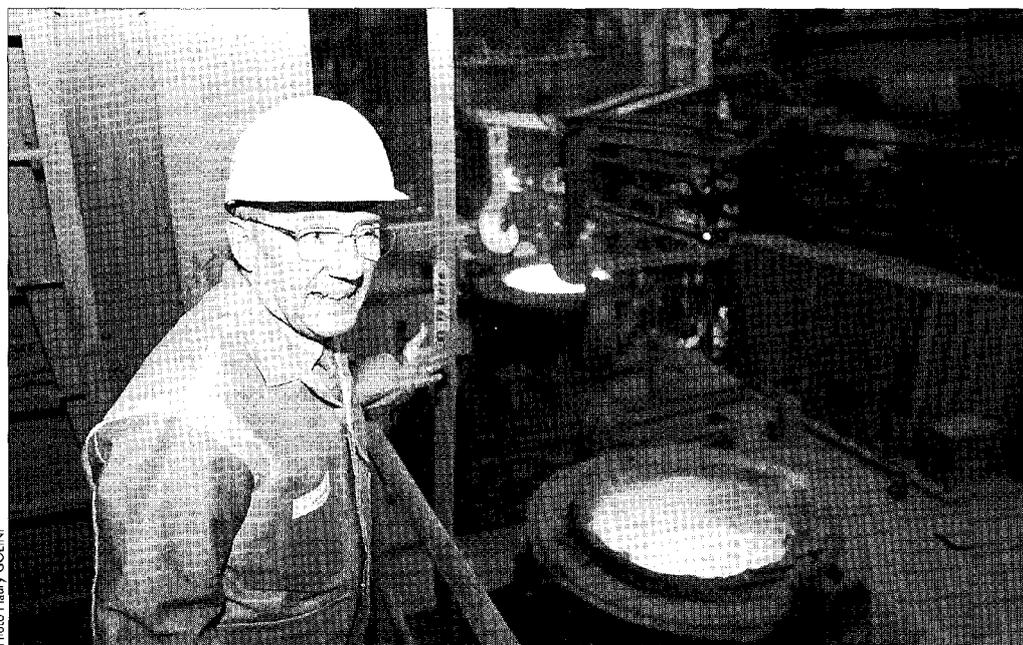
Alain GRENAUT : « Pas bien du tout. Les gens de Gerdau étaient venus pour savoir si ce qu'avait déclaré Nicolas Sarkozy, lors de sa visite à Gandrange, avait une consistance réelle. En fait, nous avons eu en face de nous des fonctionnaires qui, en gros, nous ont dit : circulez il n'y a rien à voir. »

Plus précisément ?

« Pour eux, les 600 emplois supprimés ne semblent pas être une catastrophe sociale car personne n'est laissé sur le carreau puisque les sidérurgistes seront reclassés sur d'autres sites (NDLR : l'essentiel des reclassements se ferait entre le Luxembourg et Florange où les embauches auraient été gelées dans cette perspective. D'autres postes sont aussi à pourvoir sur d'autres sites français du groupe). Que la vallée de l'Orne perde 600 emplois ne semble pas les émouvoir. Je parle ici des fonctionnaires de Bercy, cela ne veut pas dire qu'il s'agit de la position du président de la République. »

Gerdau est donc bien candidat à la reprise du site de Gandrange ?

« Il ne peut pas être candidat à la reprise d'un site qui n'est pas à vendre. Il est intéressé comme une demi-douzaine d'autres industriels. Si l'entretien avait dé-



Alain Grenaut : « On savait depuis le début que Mittal resterait sur ses positions quels que soient les plans présentés ».

bouché sur quelque chose, le groupe aurait examiné le dossier plus précisément. Là, il a décidé de se mettre en "stand by" en attendant de voir. »

Quel intérêt industriel Gandrange représente-il pour le groupe brésilien ?

« Gerdau effectue sa mutation vers les aciers spéciaux et sur ce secteur, le marché européen le plus porteur est celui de l'Allemagne. A ce titre, Gandrange

pourrait être une tête de pont car actuellement, le seul site de production du groupe en Europe est l'usine Sidenor de Bilbao. »

Comment réagissez-vous au rejet, par la direction, du contre-projet défendu par les syndicats CFTD et CGC ?

« Moi-même, je ne suis pas d'accord avec ce plan, avec l'idée, par exemple, d'introduire dans la production 20 % d'acier bas de gamme. Les structures ne

sont pas les mêmes que pour les aciers spéciaux. On introduit un état d'esprit bas de gamme dans l'entreprise et au final on perd sur tous les plans. Mais on savait depuis le début que Mittal resterait sur ses positions quels que soient les plans présentés. C'est sa logique, on ne peut même pas lui en vouloir. »

Quelle peut-être l'issue de ce feuilleton industriel ?

« Il faut que quelqu'un au

sommet de l'Etat, le président de la République, par exemple, fasse comprendre à Mittal qu'il n'est pas normal d'acquiescer une usine pour le franc symbolique et finalement décider d'arrêter cet ensemble. Car il est évident que les gens de la profession sont intéressés pour reprendre Gandrange, mais à ce jour, je le répète, l'usine n'est pas à vendre. »

P. R.

La direction ne changera pas d'avis

« Mittal valide le complot contre Gandrange ! » Les militants CFE/CGC et CFDT distribuent le tract du jour. Ils l'ont fait avant 6 h du matin, ils remettent ça avant 14 h, au changement de poste au portail d'entrée de l'aciérie. « On s'y attendait. J'ai peur que ce soit plié », estime Ali, qui de toute façon continuera à travailler au LCB, lequel est maintenu dans le plan Mittal. « Mais le LCB ne durera pas longtemps. Il fermera aussi. »

Ils n'ont plus trop le moral, les gars de l'aciérie. « Je n'ai jamais pensé que Mittal reviendrait sur sa décision. Il ne changera pas d'avis. Mais on ne comprend toujours pas pourquoi il veut arrêter », s'interroge Patrick, de la maintenance. Un collègue passe en voiture et crie par la portière : « On va être Brésiliens ! » faisant référence à l'offre de reprise du groupe Gerdau (lire R.L. du 31 mars). « On y croit toujours, et pourquoi pas ce repreneur ? Ici il nous faut des vrais sidérurgistes, pas des financiers », assène Francis, un jeune embauché en 2005 à l'aciérie. « On est dans l'attente, comme tout le monde à l'usine. J'ai des doutes sur la

suite. Mais s'il arrête, j'espère rester dans le groupe, à Luxembourg ou à Florange », explique David, présent depuis trois ans à l'aciérie.

« Maintenant ou jamais ! »

« On avait deux projets. Il n'en retient aucun. C'est pas possible ! On va se battre », s'énerve François. « Mais on ne nous dit rien. On ne s'occupe pas de nous. On est dans la vague », s'insurge Vincent. « Ça commence ici, et bientôt ce sera Sollac. Il n'y aura plus rien dans cette vallée », s'inquiète Raymond, militant CGT. « Faut pas se faire d'illusion, il ne voudra pas vendre, surtout pas à la concurrence. En France, si ça continue, il n'y aura plus d'industrie », se lamente Vecchi, 57 ans, dont quarante-deux ans passés à Gandrange. « On ne va pas nous faire de cadeaux. Il y aura 22 licenciements chez nous. Je ne crois pas trop à l'intervention des politiques. Qu'est-ce qu'ils veulent peser sur Mittal ? », se demande Béatrice, 53 ans de Brier, qui travaille pour une société sous-traitante de nettoyage industriel.



Distribution de tracts au changement de poste, hier, à Gandrange.

14 h 15, les militants remballent leurs tracts. La CGT envisage de se rapprocher des deux autres syndicats pour participer à la manifestation, programmée jeudi après-midi, devant la préfecture à Metz. Pour

afficher un front syndical un jour-là. « Et dire qu'on a fait un mois de mars presque exceptionnel. On a produit 96 000 tonnes et les carnets de commandes sont remplis », s'étonne Pierre Sutter, de la

CFE/CGC, qui sortait d'un comité d'établissement ordinaire, hier matin. « Rien ne justifie une telle décision. Et maintenant, où sont les promesses de l'Etat ? », interroge le tract.

B. K.

Sarkozy face à sa promesse

La charge a été menée par le Parti socialiste (PS), qui exige du chef de l'Etat qu'il « tienne les promesses faites devant les salariés » lors de la visite, le 4 février, dans l'usine mosellane.

« Il serait incompréhensible que cet engagement du président de la République ne soit pas tenu », estime Stéphane Le Foll, bras droit du premier secrétaire, François Hollande.

« Soit nous arrivons à convaincre Lakshmi Mittal de revenir sur son plan de restructuration et nous investissons avec lui, soit nous trouvons un repreneur, et nous investissons avec lui », avait assuré, à Gandrange, le président de la République devant 400 sidérurgistes.

« Votre visite à Gandrange [...] vous place en première ligne », lance à l'adresse de Nicolas Sarkozy, le président (PS) du conseil régional de Lorraine. « M. Mittal, la seule personne à décider en dernier ressort, vous doit des explications » sur la fermeture de Gandrange, ajoute Jean-Pierre Masseret dans une lettre transmise, hier, à l'Elysée.

À Gandrange, la CFDT a demandé à être reçue à l'Elysée. « Nous attendons du Président qu'il s'explique sur les entretiens de Bercy avec Gerdau », déclare Patrick Auzanneau, responsable CFDT d'ArcelorMittal France.

D'autres syndicats ont également demandé à Nicolas Sarkozy de tenir la « promesse faite à Gandrange ». « Le président de la République a dit que le site ne fermerait pas. Il faut que sa promesse soit tenue », a estimé sur France 2 le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly.

Hier à Paris, la direction d'ArcelorMittal France a officiellement déclaré que la question de la cession de Gandrange « ne se posait pas », répétant qu'elle « n'avait reçu aucune offre » de reprise du site.

Nicolas Sarkozy doit « forcer » Lakshmi Mittal à vendre Gandrange, estime pour sa part, à Amnéville, Alain Stahl, proche du maire Jean Kiffer, qui a présenté, vendredi à Bercy, le groupe sidérurgique brésilien Gerdau comme candidat à la reprise. « Si Gerdau faisait directement une offre à ArcelorMittal, celle-ci n'aurait aucune chance d'être acceptée », selon lui.

Interrogé à Paris, le Premier ministre, François Fillon, a réaffirmé l'objectif du gouvernement que « tous les emplois » soient préservés mais aussi que « les capacités industrielles de notre pays ne se réduisent pas ».

Le porte-parole du gouvernement et secrétaire d'Etat à l'Industrie et à la Consommation, Luc Chatel, indique que Nicolas Sarkozy « aurait un contact » avec Lakshmi Mittal, « dans les prochains jours ». « Le gouvernement reste plus que jamais mobilisé », a-t-il poursuivi.